

Association Aquitaine des Achats Publics Responsables – 3 AR

Jeudi 10 décembre 2015 – Rencontre technique et
Assemblée Générale

***« Accueil du public dans les établissements gérés par les
donneurs d'ordres publics: ressources mutualisées par votre
réseau en Aquitaine pour passer à l'action »***

Au programme de la journée...

Matinée (10H00 /12 H00) :

- **L'actualité** du réseau, l'actualité juridique !
- Atelier N°1 « des services de **restauration collective** en cohérence avec vos engagements »
- Atelier N°2 « conception et **performances de vos bâtiments** face aux enjeux énergétiques et climatiques ! »

Après-midi (14H00 / 15H30)

- Atelier N°3 « équipements de vos bâtiments... Enjeux et leviers pour travailler sur la « **santé environnementale** » dans vos achats »
- **Visite commentée du BEPOS « Cité Municipale »**

AG(15H30 / 16H00)

L'actualité du réseau 3 AR...

- Après 3 années d'exercice, un noyau dur actif et pérenne (46 structures adhérentes en 2015), une situation financière à l'équilibre.
- Des services « en local » **qui se sont renforcés et diversifiés. En plus de l'offre de service du centre de ressources:**
 - > *Des matinales départementales plus nombreuses*
 - > *La multiplication des dispositifs d'accompagnement (AMI)*
 - > *Des interventions auprès de structures adhérentes*
- Un réseau d'où partent de nombreuses initiatives **reprises au national:**
 - > *Inter-réseau: l'offre de formation, le principe des AMI, la plateforme en ligne*
 - > **Thématiques de travail du GEM DD du Ministère de l'Economie et des Finances**
 - > *Partenariats avec l'ADEME : colloque, développement d'outils (grille dévaluation et de pilotage des démarches d'achats responsables)*
 - > **Trophées de la commande publique (des lauréats, des candidats, relance du dispositif)**

L'actualité du réseau 3 AR... Perspectives 2016 !

>> Objectifs de renforcement des prestations de votre centre de ressources:

- De nouveaux AMI (achats socialement responsables, économie circulaire ?)
- **Intégration de l'offre de formation**
- Veille et fonds documentaires ciblés/profils adhérents (Territoires zéro déchets, TEPOS, SPAR...)
- **Enrichissement du site Internet**
- **Webinar thématiques...**

L'actualité du réseau 3 AR... Perspectives 2016 !

- >> Loi NOTRe et mutualisations territoriales
- >> Grande Région les travaux continuent : convention de partenariat avec le Réseau Grand Ouest en préparation avec le COPIL 3 AR
- >> Un nouveau modèle « 3 AR » en cours de construction (AG/CA déjà prévu en mars 2016)



L'actualité du réseau 3 AR...

Dispositifs d'accompagnement AML... Inscrivez-vous et exprimez vos souhaits pour l'année à venir !

-« **Qualité de l'air intérieur et enjeux sanitaires dans vos achats** » avec l'ARS Aquitaine



- Perspectives: « **achats socialement responsables** » avec le GARIE et le Conseil Régional d'Aquitaine ?
- Vers une opération « **Restauration collective 2** » ?

Vous êtes intéressés ? Manifestez-vous et demandez les dossiers
de pré-candidatures :

asso@achatresponsables-aquitaine.fr

Valentin AUFFRET > 06 12 84 54 98

Frédéric BAZILLE > 06 47 56 98 64

L'actualité de l'achat public responsable ? 1/5

>> ISO 20400 – Norme internationale « Achats Responsables » en consultation publique:

- **Téléchargez le projet de Norme et donnez votre avis**
- <http://www.enquetes-publiques.afnor.org/management-et-services/pr-nf-iso-20400.html>

>> Evolution de l'ISO 14001 : périmètre élargie aux « produits »

- **Concerne la chaîne de valeur des produits**
- **Propose une approche cycle de vie (impacts environnementaux externes)**
- **Donc un lien avec l'objet des marchés concernant des « biens » et pas uniquement des prestations !**

L'actualité de l'achat public responsable ? 2/5

>> Directive marchés publics européenne, la transcription dans le droit français se poursuit (avril 2016), les outils pour une prise en compte du Développement Durable sont réaffirmés !

- **Conditions d'exécution (Art. 14) > Art. 38**
- **Critères d'attributions (Art. 53) > Art.52**
- **Généralisations des procédures d'allotissements (Actuel Art. 10)**
- **Clauses réservataires (Art.30) > Art.36**

>> En 2016, 3 AR sera à vos côtés pour décrypter les textes et faciliter votre appréhension des nouveaux articles !

L'actualité de l'achat public responsable ? 3/5

>> Août 2015 : publication au journal officiel de la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte

- **modifications des dispositions de la loi sur l'ESS (art. 76) concernant le déploiement de schéma de promotion des achats responsables**

- **L'art. 13 de la Loi ESS devient donc:** « *Ce schéma détermine les objectifs de passation de marchés publics comportant des éléments à caractère social visant à concourir à l'intégration sociale et professionnelle de travailleurs handicapés ou défavorisés, et des éléments à caractère écologique ainsi que les modalités de mise en œuvre et de suivi annuel de ces objectifs. Ce schéma contribue également à la promotion d'une économie circulaire.* »

>> **Rappel !** Depuis septembre 2015 en dessous du **seuil de 25 000 € HT**, l'acheteur public peut décider de passer son marché sans publicité ni mise en concurrence classique préalables...

L'actualité de l'achat public responsable ? 4/5

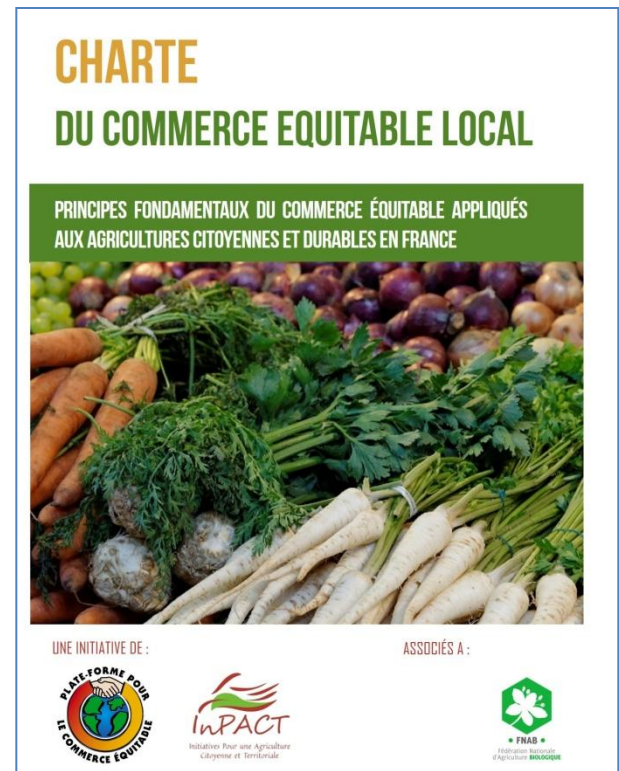
- **Publication du décret d'application de la Loi ESS 2014 (Oct 2015), 1^{ère} étape majeure pour le développement d'un commerce équitable au Nord (Art.94) !**
 - >> **Cette évolution réglementaire** contribue à la mise en œuvre effective d'une définition du commerce équitable élargie aux échanges avec des producteurs au Nord : **opportunité de développer de nouvelles filières équitables avec les producteurs français !**
 - >> **L'article 94 vient également faciliter les initiatives de commandes publiques équitables**, les acheteurs pouvant désormais simplement insérer la terminologie de la loi dans leurs cahiers des charges
 - >> **contrôle des allégations de commerce équitable par les services de l'Etat**, notamment par la Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes (DGCCRF)

L'actualité de l'achat public responsable ? 4/5

>> Dans la lignée de cette nouvelle loi, la Charte nationale du commerce équitable local, à l'initiative de la PFCE, du réseau INPACT (Initiatives pour une Agriculture Citoyenne et Territoriales) et de la Fédération Nationale d'Agriculture Biologique, propose aujourd'hui un cadre structurant pour permettre le développement de nouvelles filières équitables et agro-écologiques en France et la consolidation de celles existantes.

A CONSULTER SUR :

www.commerceequitable.org



Une relation commerciale équitable et responsable

- Un prix transparent et rémunérateur
- Un partenariat commercial sur du long terme
- Une relation non-exclusive qui préserve l'autonomie des producteurs
- Un projet de développement partagé
- Une filière éco-responsable
- Des conditions de travail respectant la dignité humaine

Les 14 principes de la Charte...

Pour une agriculture citoyenne et durable

- Une agriculture citoyenne et territoriale
- Des pratiques agricoles durables, autonomes et transparentes, qui s'appuient sur des modes de production biologique et/ou agro-écologique paysans
- Une organisation de producteurs démocratique
- Une production basée sur les ressources et les spécificités locales

Pour changer les pratiques commerciales

- Transparence et communication vis-à-vis des consommateurs
- Sensibilisation et éducation des consommateurs
- Plaidoyer à destination des décideurs économiques et politiques

L'actualité de l'achat public responsable ? 5/5

>> **Nouvelle brochure "Achats publics durables" : agir pour l'avenir de sa commune (parution fin nov.)**

- Rédigée en partenariat avec l'Association des Maires de France et des Présidents d'Intercommunalités
- Objectif de mobilisation/sensibilisation des élu(e)s autour des enjeux et avantages des démarche d'achats responsables

>> **Téléchargeable sur le site du MEDDE:**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Nouvelle-brochure-Achats-publics.html>

Atelier N°1 - Des services de restauration collective en cohérence avec vos engagements

Témoignages:

- **Frédéric BAZILLE** – 3 AR – Le point sur l'AMI
- **Anne HERMANN-LORRAIN** – Département de la Gironde

Le point sur l'AMI « restauration collective »

>> Où en est-on ?

- 3 structures accompagnées (CA Pau, CDEF Gironde et Domaine d'Hostens (CD33))
- Cycle de réunions audio (gaspillage, santé, transformation des produits ?)
- Animation d'une session de formation (janvier 2016)
- Restitutions (1^{er} trimestre 2016 (matinale + Fiches retours d'expériences))

>> Vers une édition « 2 » en 2016 pour aller plus loin ?

- Généralisation/structuration de bonnes pratiques (ex. des contrats « gré à gré » du CD 64)



Le point sur l'AMI « restauration collective »

>> Les actus autour du sujet

Publication d'une boîte à outils « commande publique durable - rédiger un marché public de denrées alimentaires [fruits et légumes] » (Octobre 2015)! **Vous y trouverez:**

- des **éléments rédactionnels de documents de consultation d'entreprises (RC, CCTP, CCAP)**

- des **outils complémentaires (modèle de cadre de mémoire technique, un document d'aide à l'insertion de clauses sociales)**

- A télécharger : <http://www.arpe-paca.org/>

- Création d'un « **Conseil de Gouvernance Alimentaire** » en Aquitaine coordonné par l'International Urban Food Network (série d'ateliers animés à Bordeaux en Nov/Déc.).

- Pour en savoir plus: www.iufn.org

Le point sur l'AMI « restauration collective »

>> Les actus autour du sujet

- Publications à ne pas manquer !

- « Concilier commande publique et approvisionnement local en restauration collective » : *une note pratique pour travailler en conformité avec le cadre juridique*

- DIRECCTE Aquitaine – septembre 2015 : <http://www.aquitaine.directe.gouv.fr>

Atelier N°2 - Conception et performances de vos bâtiments face aux enjeux énergétiques et climatiques !

Témoignages:

- **Laurent CASTAGNEDE** – Bureau d'Etude BCO2
- **Elise COUTURIER** – GIP Littoral Aquitain
- **Alexandre RUBIO** – Département de la Gironde

Atelier N°3 – Equipements de vos bâtiments... Enjeux et leviers pour travailler sur la « santé environnementale » dans vos achats

Témoignages:

- Anne **LAFOURCADE** – Label et Labels / Alternatives de Lilly
- Jean-Jacques **PELLERIN** – Société **GREASE**
- Frédéric **BAZILLE** – 3 AR

Les apports du réseau autour de ces enjeux



>> Ressources mises à disposition

Suite au cycle de matinales départementales dédiées à la « qualité de l'air intérieur »

- Les supports sont téléchargeables sur le site du réseau (accès adhérents) ! :

<http://www.achatsresponsables-aquitaine.fr>

- Le point sur la réglementation, les outils et ressources, des exemples de clauses prêtes à l'emploi

>> Candidatez à l'AMI 2016... Il reste des places !

Les apports du réseau autour de ces enjeux

Le cas de l'étiquette concernant les émissions en polluants volatils des produits de construction et de décoration



* Information sur le niveau d'émission de substances volatiles dans l'air intérieur, présentant un risque de toxicité par inhalation, sur une échelle de classe allant de A+ (très faibles émissions) à C (fortes émissions)

>> Dans vos projets et marchés:

- Dans les CCTP, exigez par le biais des spécifications techniques (art.6) que les produits concernés soient classé « A+ »

- Ou traduisez ces exigences en critères de choix des offres...

- Par exemple avec un critère (art.53) permettant de juger la « performance sanitaire » des offres en notant la part de produits/matériaux classé « A+ »

Pour aller plus loin dans vos exigences...
Prendre en compte la « QAI » dans vos achats/marchés
Le cas des équipements mobiliers

Les points de repères à votre disposition par segments...



- >> Gérés par les pouvoirs publics
- >> Un référentiel d'exigences techniques
- >> Qualité d'usage / sécurité / durabilité / Environnement et Sanitaire... Tout le cycle de vie !

Appuyez-vous sur les exigences des référentiels pour préparer vos pièces de marchés !

Le cas des équipements mobiliers

Exemples d'exigences à intégrer à vos documents de consultation

Sous formes de spécifications techniques ou de critères de choix des offres...

➤ Pour les produits comportant des panneaux de dérivés de bois:

- Les émissions de formaldéhydes caractérisées selon la série des normes ISO 16000 (parties 3,9 et 11) devront être inférieures à 20 microgrammes / m³
- La teneur en formaldéhyde des différents types de panneaux mis en œuvre ne devra pas dépasser 50% de la valeur limite permettant de les classer E1 selon la norme NF EN 13986 : 2005

➤/Pour les produits de traitement de surface, matériaux à base de bois, colles utilisées pour les assemblages, les revêtements:

Respect de la norme NF EN 71-3 relative à la migration des éléments: antimoine, Arsenic, Baryum, Cadmium, Chrome, Plomb, Mercure et Sélénium

La définition du besoin, une étape cruciale pour anticiper les impacts sanitaires !

Applicable à tous vos segments d'achats de produits et prestations

- >> **Entretien des locaux**
- >> **Espaces verts extérieurs/intérieurs**
- >> **Equipements informatiques et de reprographie**
- >> **Revêtements de sols**
- >> ...

Contactez-nous pour des retours d'expériences détaillés et pièces de marchés !